

**ROYAUME DU MAROC**



**MAITRE D'OUVRAGE  
FONDATION MOHAMMED VI  
DE PROMOTION DES ŒUVRES SOCIALES  
DE L'ÉDUCATION-FORMATION**

**APPEL D'OFFRES OUVERT N°10/2025**

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VILLAGE DE VACANCES DE LA  
FONDATION À MARTIL**

**LOT N°6 : TERRAINS DE SPORT**

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du Règlement des marchés de la Fondation

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION .....	3
TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VILLAGE DE VACANCES DE LA FONDATION À MARTIL.....	3
LOT N°6 : TERRAINS DE SPORT.....	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE - .....	3
ARTICLE 3 : RENSEIGNEMENTS GENERAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX .....	3
ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER D'APPELS D'OFFRES .....	3
ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	3
ARTICLE 7 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES .....	4
ARTICLE 8 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS .....	4
ARTICLE 9 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	4
ARTICLE 10 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES .....	5
ARTICLE 11 : OFFRE VARIANTE.....	6
ARTICLE 12 : CRITERES D'ADMISSIBILITE.....	6
ARTICLE 13 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 14 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS .....	7
ARTICLE 15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS .....	8
ARTICLE 16 : RETRAIT DES PLIS.....	8
ARTICLE 17 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS 8	
ARTICLE 18 : CRITERES DE JUGEMENT .....	8
ARTICLE 19 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	9
ARTICLE 20 : ORGANISATION DU GROUPEMENT.....	9
ARTICLE 21 : MODELES DES DOCUMENTS .....	9
ARTICLE 22 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES .....	9
ARTICLE 23 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS ET MONNAIE FORMULEE DANS LES OFFRES FINANCIERES9	
ARTICLE 24 : ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES .....	10
ARTICLE 25 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE .....	10
ARTICLE 26 : VISITE DES LIEUX .....	10

## **ARTICLE 1 : OBJET DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix ayant pour objet :

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VILLAGE DE VACANCES DE LA FONDATION À MARTIL**  
**LOT N°6 : TERRAINS DE SPORT**

## **ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE -**

Le Maître d'Ouvrage est : **FONDATION MOHAMMED VI DE PROMOTION DES ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION – FORMATION**

## **ARTICLE 3 : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET CONNAISSANCE DES LIEUX**

Les travaux comprennent l'ensemble des travaux précisés dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS) et dans les autres pièces constituant le dossier d'appel d'offres.

Le titulaire du présent marché aura à sa charge tous les travaux indiqués dans le CPS nécessaires à la réalisation du lot susvisé; il ne pourra sous-traiter certains travaux que dans les conditions prévues à l'article 140 du règlement particulier des marchés de la fondation et aux prescriptions du CPS.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir des indications de nature technique contenues dans le présent dossier pour faire valoir en cours ou en fin des travaux des droits de réclamation.

Les candidats devront obligatoirement soumissionner sur les bases techniques du projet établi par l'Administration. Toute offre non conforme au CPS ou contenant une réserve sera écartée.

## **ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER D'APPELS D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement particulier des marchés de la Fondation, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement (Annexe I);
- Les modèles du bordereau des prix - détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur (Annexe II) ;
- Le présent règlement de la consultation.

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions du § 2-I alinéa 1 de l'article 20 du Règlement Particulier des marchés de la Fondation. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Toutefois, tout candidat au présent appel d'offres doit obligatoirement s'assurer, avant le dépôt de son offre, qu'il possède la dernière version publiée du dossier d'appel d'offres, et ce en consultant le portail du marché publics : [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) et celui de la Fondation : [www.fm6education.ma](http://www.fm6education.ma).

Toute offre contenant une version autre que celle publiée auxdits portails sera rejetée.

Toutes les modifications citées ci-dessus seront publiées auxdits portails. Les concurrents ne pourront en aucun cas prétendre l'ignorance desdites informations pour se soustraire de leurs obligations ; nulle réclamation de leur part n'est admise à ce sujet

## **ARTICLE 7 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES**

Les dossiers d'appel d'offres doivent être disponibles avant la publication de l'avis d'appel d'offres et mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis dans l'un des supports de publication prévus à l'article 19 du Règlement précité et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Les dossiers d'appel d'offres sont téléchargeables à partir du portail de la Fondation [www.fm6education.ma](http://www.fm6education.ma), et celui des marchés publics [www.marchespublic.gov.ma](http://www.marchespublic.gov.ma)

Le Retrait des dossiers d'appel d'offres par les concurrents sera régi conformément au paragraphe 4 de l'article 19 du Règlement précité.

## **ARTICLE 8 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS**

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage par fax confirmé ou tout moyen de communication pouvant donner date certaine de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par fax confirmé ou tous autres moyens pouvant donner date certaine. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

**Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés dans le portail de la Fondation et celui des marchés publics.**

## **ARTICLE 9 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement précité :

- 1 – Seuls peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
  - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
  - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes par le Comptable chargé du recouvrement ;
  - Sont affiliés à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
- 2 – Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
  - Les personnes physiques ou morales qui sont en liquidation judiciaire.
  - Les personnes physiques ou morales qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
  - Les personnes physiques ou morales ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 26 du règlement précité ;
  - Les personnes physiques ou morales qui représentent plus d'un concurrent dans le présent appel d'offres.

**Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 139 du Règlement précité.**

Le groupement désignera un mandataire représentant les membres dudit groupement lors de la procédure de passation du marché, le cas échéant, et vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la phase d'exécution des prestations

## **ARTICLE 10 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES**

**I** - chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

### **A- LE DOSSIER ADMINISTRATIF**

Le dossier administratif doit comprendre :

1. Une déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés au paragraphe 1 du A du I de l'article 25 du Règlement précité ;
2. En cas de groupement, une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, et ce conformément à l'article 139 du Règlement précité.
3. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.
4. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
    - \* une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - \* un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
    - \* l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
5. Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du Règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
6. Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du Règlement précité ;
7. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

Toutefois, les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes 5, 6 et 7 ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative, du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

## **B- UN DOSSIER TECHNIQUE COMPRENANT :**

### **1- Pour les concurrents installés et non installés au Maroc :**

a)- Une note indiquant les moyens humains et techniques du candidat, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;

b)- Au moins une attestation de référence de réalisation, (originale ou copie conforme) depuis 2019 (soit à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement), des ouvrages ou marchés de travaux de complexité similaire à celui du présent appel d'offres d'un montant minimal de **Cinq cent mille dirhams (500 000.00 DHS)**.

Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Les attestations de références ne comportant pas les mentions indiquées ci-dessus ne seront pas prises en considération.

**NB :** On entend par complexité similaires les ouvrages et les marchés de travaux similaires de type hôtels, centre d'estivage, bâtiments administratifs, hôpitaux, grands projets immobiliers hors habitats sociaux, universités et équipements publics.

**2- Lorsque le concurrent est un Etablissement Public**, il doit présenter, outre le dossier technique, et en plus des pièces 1 à 3 prévues au A-I du présent article :

- Une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'Etablissement est imposé ;
- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme, ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par la loi n° 1-72-184 relative au régime de sécurité sociale, assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

**3- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives**, il doit fournir, outre les dossiers techniques, et en plus des pièces prévues au A-I du présent article exceptées les pièces 2, 4 et 7, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives et la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives ;

**4- Lorsque le concurrent est un auto - entrepreneur**, il doit fournir outre les dossiers techniques, et en plus des pièces 1, 3 et 5 prévues au A-I du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

## **ARTICLE 11 : OFFRE VARIANTE**

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

## **ARTICLE 12 : CRITERES D'ADMISSIBILITE**

Les critères d'admissibilité des concurrents prennent en compte notamment :

- Les garanties et capacités juridiques, techniques et financières ;
- Les références professionnelles des concurrents,

Ces critères sont appréciés en fonction des éléments et documents contenus dans les dossiers administratifs et techniques présentés par les concurrents.

### **ARTICLE 13 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé, les dossiers administratifs et techniques, prévus à l'article 25 du règlement précité, et une offre financière comme suit :

#### **L'offre financière comprenant :**

a) **L'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 139 du règlement précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché ;

#### **b) Le bordereau des prix-détail estimatif.**

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau prix-détail estimatif, le montant de ce dernier est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

### **ARTICLE 14 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent,
- L'objet du marché,
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis,
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'examen des offres ».

Ce pli contient **deux enveloppes** comprenant chacune :

- a) La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif, et technique » ;
- b) La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

#### **Les enveloppes visées aux a et b indiquent de manière apparente :**

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

## **ARTICLE 15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement précité, les plis sont aux choix des concurrents :

- Soit déposés contre récépissé à l'adresse indiquée dans l'avis d'appel d'offre ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen d'ouverture des plis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

## **ARTICLE 16 : RETRAIT DES PLIS**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 31 du règlement précité, présenter de nouveaux plis.

## **ARTICLE 17 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS**

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36 à 40 du Règlement des marchés de la Fondation.

## **ARTICLE 18 : CRITERES DE JUGEMENT**

A l'issue de l'ouverture des plis, le jugement des offres se déroulera selon les critères définis ci-après classés par ordre de priorité :

1. Analyse des dossiers administratifs et techniques ;
2. Analyse des offres financières.

### **Phase 1 : Analyse des dossiers administratifs et techniques**

Conformément aux dispositions de l'article 36 du Règlement des Marchés de la Fondation précité, les dossiers administratifs et techniques seront examinés selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent règlement, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

### **Phase 2 : Analyse financière des offres :**

Les offres retenues suite à l'analyse des dossiers administratif et technique, seront jugées sur la base de l'offre financière sous réserve des vérifications et application le cas échéant des dispositions prévues des articles 40 et 41 du règlement précité.

La commission attribuera le marché au concurrent dont l'offre financière est la moins disante.

La commission apprécie, selon les critères arrêtés à l'avance dans le présent règlement, les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif, technique de chaque concurrent.



## **ARTICLE 19 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Il sera fait application des dispositions des articles 33 et 133 du Règlement précité.

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si pendant ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage peut saisir les concurrents, avant l'expiration de ce délai par tout moyen de communication écrit pouvant donner date certaine, et leur proposer une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par tout moyen de communication écrit pouvant donner date certaine, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

## **ARTICLE 20 : ORGANISATION DU GROUPEMENT**

Dans le cas où le concurrent s'organise sous forme de groupement, cette organisation doit être faite suivant les prescriptions de l'article 139 du règlement précité.

- En cas de groupement solidaire les capacités financières et techniques sont jugées sur la base d'une mise en commun des moyens humains, techniques et financières de l'ensemble de ses membres pour satisfaire de manière complémentaire et cumulative les exigences. Aussi, le critère ci-dessus sera évalué sur la base d'une mise en commun des attestations de réalisation de prestations similaires à condition que chaque membre du groupement dispose d'au moins une attestation,
- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement y compris le mandataire doit justifier individuellement des capacités juridiques, financières et techniques requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage. Aussi, le critère ci-dessus sera jugé individuellement pour chaque membre du groupement
- Seules les attestations du concurrent ou des membres du groupement sont prises en compte. Les attestations des sous-traitants ne sont pas prises en compte

## **ARTICLE 21 : MODELES DES DOCUMENTS**

Les modèles de documents à fournir et à remplir par tout concurrent sont joints en annexe. Ces modèles sont conformes à ceux prévus par les dispositions de l'article 142 du règlement précité.

## **ARTICLE 22 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES**

Le Dirham du Maroc est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

## **ARTICLE 23 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS ET MONNAIE FORMULEE DANS LES OFFRES FINANCIERES**

**Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoires ou note relatifs à l'exécution du marché seront rédigés en langue Arabe ou française.**

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, les prix de son offre doivent être formulés et exprimés en euro ou en dollar américain. Les montants des offres exprimés en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham.

#### **ARTICLE 24 : ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES**

L'autorité compétente peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres dans les cas prévus par l'article 45 du Règlement des Marchés de la Fondation.

#### **ARTICLE 25 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE**

Conformément aux dispositions de l'article 136 du règlement précité, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de quinze pour cent (15%).

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci – dessus est appliqué à la part de l'entreprise étrangère dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés doivent fournir, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 27 du règlement précité.

Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

#### **ARTICLE 26 : VISITE DES LIEUX**

Une visite des lieux est vivement souhaitable et sera prévue à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres.

**ANNEXE I**  
**MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT**

**ACTE D'ENGAGEMENT**

**I. A - Partie réservée à la Fondation**

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° ..... du ..... à ..... (2)

Objet du marché : **TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VILLAGE DE VACANCES DE LA FONDATION À MARTIL**

**LOT N°6 : TERRAINS DE SPORT**

passé par appel d'offres sur offres de prix en application de l'alinéa 1 du paragraphe 2 de l'article 16 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Règlement Particulier des Marchés de la Fondation Mohammed VI de Promotion des œuvres Sociales de l'Education - Formation fixant les conditions et les formes de passation des marchés de la Fondation ainsi que certaines dispositions relatives à leur gestion et leur contrôle.

**II. B - Partie réservée au concurrent**

a) Pour les personnes physiques

Je (4), soussigné : .....(prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, (4)

Adresse du domicile élu .....

Affilié à la CNSS sous le n° ..... (5)

Inscrit au registre du commerce de..... (localité) sous le n° ..... (5)

N° d'article d'imposition à la taxe professionnelle .....(5)

N° d'identification fiscale..... (5)

b) Pour les personnes morales

Je (4), soussigné .....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société)

au capital de:.....adresse du siège social de la société.....

adresse du domicile élu.....

affiliée à la CNSS sous le n°.....(5) et (6)

inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°.....(5) et (6)

N° d'article d'imposition à la taxe professionnelle .....(5) et (6)

N° d'identification fiscale..... (5) et (6)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;

2) M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir :

**En chiffres**

**En lettres**

**Montant hors TVA**

**Taux de la TVA**

**Montant de la TVA**

**Montant TVA comprise**

La Fondation se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au :

Compte n° : .....(à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (1)

Ouvert au nom de .....

Lieu :.....(localité)

Relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

**Fait à.....le.....**  
(Signature et cachet du concurrent)

- (1) supprimer la mention inutile.
- (2) indiquer la date d'ouverture des plis
- (4) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
  - 1) - mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
  - 2) - ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
- (5) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- (6) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

**ANNEXE II**  
**MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR**

**III. DECLARATION SUR L'HONNEUR (\*)**

- Mode de passation Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n ° ..... du ..... à .....

Objet du marché : **TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VILLAGE DE VACANCES DE LA FONDATION À MARTIL**

**LOT N°6 : TERRAINS DE SPORT**

**IV. A - Pour les personnes physiques**

Je, soussigné : .....(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél numéro du fax .....

Adresse électronique .....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu : .....

Affilié à la CNSS sous le n° : ..... (1)

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° ..... (1)

N° d'article d'imposition à la taxe professionnelle..... (1)

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

**V. B - Pour les personnes morales**

Je, soussigné ..... (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Numéro de tél numéro du fax .....

Adresse électronique .....

Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société)  
au capital de:.....

Adresse du siège social de la société.....

Adresse du domicile élu.....

Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

Inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°.....(1)

N° d'article d'imposition à la taxe professionnelle.....(1)

N° du compte courant .....(RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont conférés,

**Déclare sur l'honneur :**

1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2 - que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du Règlement Particulier des Marchés de la Fondation Mohammed VI de Promotion des œuvres Sociales de l'Education - Formation;

- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

3 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 140 du Règlement Particulier des Marchés de la Fondation précité ;

- que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;

- à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)

4 – m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

5 – m’engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue de l’influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.

6 - atteste que je remplis les conditions prévues par l’article 1<sup>er</sup> du dahir n°1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4)

7 - atteste que je ne suis pas en situation de conflit d’intérêt tel que prévu à l’article 150 du Règlement Particulier des Marchés de la Fondation Mohammed VI de Promotion des œuvres Sociales de l’Education - Formation;

- **Je certifie** l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

- **Je reconnais** avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 24 du Règlement Particulier des Marchés de la Fondation précitée.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d’origine ou de provenance, la référence à l’attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d’origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(2) à supprimer le cas échéant.

(3) Lorsque le CPS le prévoit.

(4) à prévoir en cas d’application de l’article 137 du Règlement Particulier des Marchés de la Fondation Mohammed VI de Promotion des œuvres Sociales de l’Education - Formation;

(\*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

**TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN VILLAGE DE VACANCES DE LA FONDATION  
À MARTIL**

**LOT N°6 : TERRAINS DE SPORT**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

LE PÔLE CONSTRUCTION ET PATRIMOINE
LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET LOGISTIQUE (Les clauses administratives)
LU ET ACCEPTÉ PAR L'ENTREPRENEUR
LE MAITRE D'OUVRAGE